

L'accent multilatéral

Editorial

En l'an 2000, les Etats membres de l'ONU et 23 organisations internationales ont défini huit Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) visant la réduction de la pauvreté et de la faim. Les efforts consentis pour les atteindre ont porté leurs fruits. Toutefois, leur mise en œuvre est difficile car les pays en développement et la société civile n'ont pas été suffisamment impliqués dans leur élaboration. Au vu des défis actuels à l'échelle mondiale, un agenda de développement encore plus complet fera suite aux OMD dès 2015.

Dans ce cadre, trois aspects principaux sont à relever :

1. la prise en compte des priorités de la population mondiale dans leur intégralité grâce au plus grand sondage de population jamais réalisé ;
2. l'applicabilité des nouveaux objectifs à tous les pays, donc aussi à un pays industrialisé comme la Suisse ;
3. l'intégration des réflexions menées dans le cadre des OMD et du Sommet de Rio+20 en 2012 ainsi que de toutes les dimensions du développement durable (sociale, économique et environnementale). La Suisse participe activement à l'élaboration de l'agenda post-2015. Elle s'engage au plan multilatéral pour un processus transparent fondé sur un large soutien. L'objectif est de créer un cadre de référence efficace et axé vers la pratique au service d'un développement durable global. Les organisations internationales seront appelées à jouer un rôle clé autant lors de la réalisation que lors de la collaboration préliminaire avec la communauté internationale et le large public. Ce n'est qu'à ce prix que les efforts pour éradiquer la pauvreté extrême et le changement pour un développement durable pourront aboutir.

OLIVIER BÜRKI
DANIEL BIRCHMEIER

Un processus inédit

L'ONU à l'écoute du monde

HISTOIRE La préparation de l'agenda qui prendra le relais des Objectifs du millénaire pour le développement de l'ONU dès 2015 fait l'objet de la plus grande mobilisation de son histoire.

Lorsque les Nations Unies ont lancé les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), en 2000, elles ne se sont pas embarrassées de larges consultations. Le but, réduire l'extrême pauvreté de moitié d'ici 2015, était finalement assez fédérateur et les sept autres objectifs choisis aussi. Pour une partie des acteurs du développement, c'était la bonne méthode, elle permettait d'avancer sans se perdre dans des tergiversations sans fin. D'autres par contre ont estimé cette manière de faire trop directive, donnant l'impression d'imposer des choix d'en haut. De plus, la sélection des objectifs et certaines formulations ont prêté le flanc à la critique. Un processus plus inclusif aurait, selon ces voix dissonantes, permis une meilleure mise en œuvre des OMD. Aujourd'hui ce constat est largement partagé, y compris au sein de l'ONU.

Un « effort sans précédent » de l'ONU

Un large consensus existe aussi sur le fait que ces Objectifs du millénaire doivent être suivis d'un autre agenda du développement, afin de poursuivre et élargir les efforts entrepris durant les quinze dernières années. Mais cette fois, l'ONU a choisi une démarche radicalement différente. Elle a lancé une consultation planétaire, « la plus vaste jamais effectuée par les Nations Unies », assure Stanislav Saling, spécialiste en communication au sein de la « cellule post-2015 » du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), qui en assure le secrétariat. L'opération, dite « Conversation Globale », commence à livrer ses résultats (voir p. 3). Dans une vidéo mise en ligne sur le site du PNUD, Olav



Consultation organisée par l'ONU dans un marché à Kigali, Rwanda, mai 2013. Photo ONU.

Kjørven, assistant du Secrétaire général de l'ONU et co-président du groupe de travail du système onusien sur l'après-2015, ne cache pas sa fierté. Il s'agit d'un « effort sans précédent des Nations Unies pour atteindre les populations dans le monde entier afin de savoir dans quel monde nous voulons vivre dans les prochaines années ». Cette « conversation » a pris la forme de consultations nationales dans près de 100 pays, dont 87 à l'initiative de l'ONU. Elle portait aussi sur les résultats des Objectifs du millénaire, qui doivent faire partie du socle du prochain agenda.

A l'heure où « plus d'individus dans le monde ont accès au téléphone mobile qu'à des toilettes », comme aime à le répéter Stanislav Saling, le recours aux nouveaux outils de communication s'imposait. « Les gens nous disaient en montrant leur téléphone : vous voulez mon avis, demandez-le-moi ! ». Internet et réseaux sociaux ont été mis à contribution, mais à trop se focaliser sur ces médias, l'ONU risquait de laisser de côté ceux pour qui l'agenda a le plus de sens, les plus pauvres. La consultation a donc aussi pris la forme de rencontres sur le terrain avec différents secteurs, « afin d'obtenir les avis des populations partout, y compris de

groupes qui ont été d'ordinaire laissés de côté», précise Olav Kjørven.

Qu'il s'agisse de pauvres urbains au Vietnam, de groupes d'enfants en Moldavie ou de populations d'origine africaine au Brésil, les enquêtes ont cherché le contact. «Au Rwanda par exemple, des équipes se sont même installées dans un terminal de bus pour recueillir les avis des voyageurs», raconte Stanislav Saling. Un site, «worldwewant2015.org», rassemble toutes les informations et les rapports disponibles. Il offre aussi un espace de dialogue.

Un processus multilatéral

En parallèle, onze thèmes ont fait l'objet d'une consultation. Ils ont été proposés par le Groupe de développement des Nations Unies, qui rassemble tous les programmes et agences actifs dans le développement. La consultation sur chacun de ces sujets a été prise en charge par des agences de l'ONU, avec le soutien d'un ou plusieurs Etats et la participation d'experts de tous horizons. La Suisse s'est impliquée dans les domaines de l'eau et de la dynamique des populations, où ses compétences

sont reconnues. Chaque consultation – par thème et par pays – a débouché sur un rapport publié en ligne et ouvert aux commentaires. Il est aussi envoyé au «centre nerveux» de toute l'opération, l'unité post-2015 du PNUD.

Pour compléter ce dispositif, tout un chacun peut aussi voter en ligne sur le site «myworld2015.org» pour six thèmes qui lui semblent prioritaires parmi les seize proposés, voire en ajouter. Les résultats y sont présentés de manière désagrégée (par thème, par pays et par type de votants) et interactive.

Les données et analyses de ces consultations seront disponibles en ligne pour la prochaine Assemblée générale de l'ONU en septembre. C'est «une source additionnelle que n'importe qui pourra consulter et comparer avec les positions des Etats membres», explique Stanislav Saling. Bien sûr, il faudra pour cela plonger dans les rapports touffus des Etats. Néanmoins, «pour la première fois dans l'histoire, la voix des peuples sera disponible dans une délibération à propos d'une politique aussi considérable que le futur agenda du

développement», ajoute-t-il. Reste à espérer, comme le souligne Peter Niggli d'Alliance Sud, que cette consultation – qu'il applaudit – ne soit pas un alibi.

Le soutien au processus à travers tout le système des Nations Unies est assuré depuis janvier 2012 par un groupe de travail (Task Team) formé de représentants d'une cinquantaine d'entités onusiennes et d'organisations internationales.

Enfin, le flot de ces votes, rapports et autres consultations, a alimenté le travail du Comité de haut niveau formé de 27 «personnalités éminentes» du monde politique, scientifique ou académique et nommé par Ban Ki-moon en juillet 2012. Sous la codirection des présidents indonésien et libérien, ainsi que du premier ministre britannique, ce cénacle a joué un rôle de relais et de conseiller auprès du Secrétaire général. Il a publié sa synthèse le 30 mai 2013, «la contribution intellectuelle la plus importante du débat post-2015 jusqu'ici», affirme Stanislav Saling. Tout ce qui viendra ensuite sera jugé en regard de ce texte». Il servira de base au rapport de Ban Ki-moon aux Nations Unies en septembre prochain. ■

La Suisse se positionne

La Suisse participe activement à l'élaboration des objectifs de développement durable (suite de Rio+20) et d'éradication de la pauvreté (ONU post-2015) qui se mettront en place dès 2015. Le document qui résume sa position actuelle, adopté par le Conseil fédéral en juin 2013, s'inscrit dans le cadre de sa Stratégie pour le développement durable 2012-2015, de sa Stratégie de politique étrangère 2012-2015, et du message concernant la coopération internationale de la Suisse 2013-2016. Il prend aussi en compte les acquis multilatéraux accumulés ces dernières années, de l'Agenda 21 aux leçons des Objectifs du millénaire, en passant par la conférence de Beijing sur les femmes ou les questions climatiques. Le document incorpore enfin les résultats intermédiaires des consultations organisées en Suisse. Cette dernière estime que le futur agenda doit s'articuler autour de cinq principes :

- droits de l'homme : tous les droits sont universels, indivisibles et interdépendants
- limites planétaires : le cadre du développement durable doit respecter la capacité des écosystèmes
- inclusion et justice sociale : il s'agit de s'attaquer aux causes structurelles des inégalités
- universalité : partage des responsabilités entre tous les pays
- cohérence politique

«La Suisse promeut la fusion des agendas du développement durable et de lutte contre la pauvreté», précise l'ambassadeur Michael Gerber, représentant spécial pour le processus ONU post-2015. Ces objectifs devraient aussi (entre autres) être universellement applicables en respectant les différences entre pays ; mesurables ; orientés sur l'action ; financés par des sources multiples ; bénéficié de moyens pour leur réalisation. Dans l'ensemble, ces positions rejoignent celles exprimées

au sein du groupe de développement de l'ONU et par le Comité de haut niveau nommé par Ban Ki-moon (voir article p. 3).

«Nous serons particulièrement actifs sur des objectifs spécifiques dans les domaines de l'eau, de la santé, de l'égalité des genres ainsi que la paix et sécurité. Par ailleurs la Suisse accentue ses efforts sur l'intégration du passage vers une consommation et une production durables, la réduction du risque de catastrophes et les bénéfices sociaux et économiques globaux liés à la migration. Ces derniers sujets, sur lesquels la Suisse est bien profilée, nous semblent insuffisamment abordés jusqu'ici.»

Comme le signale le document qui présente la position suisse : «Concilier les objectifs de développement humain avec la fourniture de biens publics à l'échelle mondiale est l'un des défis les plus audacieux que doit relever l'agenda complet pour le développement durable dans le monde.» ■

La longue route vers la convergence

PERSPECTIVE Le Comité de haut-niveau formé sur demande de Ban Ki-moon a esquissé prochain agenda du développement de l'ONU. A terme, il faudra encore marier ce dernier avec le processus issu de Rio+20, qui va définir les objectifs du développement durable d'ici fin 2014.

Si l'on veut obtenir une « photo instantanée » des préoccupations de la population mondiale en matière de développement, il suffit de consulter le sondage en ligne l'ONU sur le site « myworld2015.org ». Une « bonne éducation », de « meilleurs soins médicaux » et « un gouvernement honnête et ouvert » forment le trio de tête de manière presque unanime, suivis de l'emploi et de l'accès à l'eau/sanitation.

Tout un chacun peut voter pour six thèmes prioritaires parmi seize propositions. Quelque 816 000 personnes (état au 20 août 2013), issues de 194 pays se sont déjà exprimées. A noter que le thème « action contre le réchauffement climatique », l'une des priorités de l'ONU et de nombreux gouvernements en lien avec le développement durable, se retrouve tout au fond du classement, sans doute parce qu'il est considéré comme trop éloigné des contingences quotidiennes.

Le sondage fait partie de l'opération plus vaste nommée « Conversation Globale » (voir article p. 1). Elle inclut des discussions autour de onze thèmes proposés par le Groupe de développement de l'ONU¹. Le défi que s'est donné l'ONU en ouvrant grand ses oreilles dans le monde entier est d'en tirer des orientations pour son agenda du développement après 2015. Autrement dit, d'écrire une partition lisible à partir d'un brouhaha planétaire.

Cette vaste consultation s'inscrit dans un cadre plus large. L'agenda post-2015 se construit en effet sur les acquis et les expériences des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et sur l'évolution du monde depuis leur élaboration en 2000. Les OMD ont défini huit domaines dans lesquels



L'éducation demeure une clé du développement durable. Ecole en plein air pour des enfants de squatters de Kingston, Jamaïque. Photo ONU/Milton Grant.

des progrès doivent être réalisés et en principe mesurés. Depuis, crise financière et économique, instabilité sociale, inégalités croissantes, effets du changement climatique, ont modifié le paysage.

En juin 2012, le groupe de travail ad hoc des agences et programmes de l'ONU en matière de développement recommandait que le nouvel agenda adopte une approche plus holistique, plus « inclusive » dans les domaines social, économique et environnemental, avec une attention à « la paix et la sécurité », deux notions absentes des OMD. Le groupe de travail insistait aussi sur la nécessité d'une cohérence globale de l'agenda, afin d'éviter que les objectifs soient traités isolément (effet de silo), en laissant toutefois la place à des politiques nationales et à des ajustements aux conditions locales. Autre proposition, le nouvel agenda doit inclure les pays en développement, émergents et industrialisés. A ce document se sont ajoutés de multiples rapports par autant d'acteurs du développement.

Malgré la difficulté d'obtenir des données fiables, il est admis que l'un des objectifs phares des OMD, réduire de moitié l'extrême pauvreté (dont le seuil de revenu est aujourd'hui fixé

à 1,25 dollar par jour) a été atteint. Le nouvel agenda devrait avoir pour ambition son éradication totale. Il devrait aussi intégrer les engagements de la conférence de Rio+20 pour un développement durable. Le groupe de travail intergouvernemental qui les négocie a commencé son travail début 2013.

Reflète des consultations

Pour la première fois, l'ONU a donc pris la température directement auprès des individus lambda et des organisations de terrain, par le biais d'une consultation planétaire. Les documents issus de ces multiples rencontres sont accessibles sur le site <http://data.worldwewant2015.org>. Ces voix ont été compilées pour alimenter le rapport final du Comité de haut niveau nommé par Ban Ki-moon pour le conseiller. Une analyse de ces données sera présentée à la prochaine Assemblée générale de l'ONU, en septembre. « Les réactions ont été extraordinaires, et pour que les informations récoltées soient utiles, nous devons montrer qu'elles ont un impact auprès des leaders qui vont façonner le futur agenda du développement » insiste Stanislav Saling,

¹ Inégalités; santé; sécurité alimentaire et nutrition; énergie; gouvernance; éducation, conflit et fragilité; eau; croissance et emploi; environnement durable; dynamique des populations.

spécialiste en communication au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Le Comité de haut niveau, formé de 27 «personnes éminentes» nommé par Ban Ki-moon a publié son rapport final le 30 mai 2013. Le document, très attendu, constitue un premier pas vers une consolidation des positions. Il reflète les discussions avec tous les milieux ainsi que «les vues et recommandations de plus de 5000 organisations de la société civile travaillant dans 120 pays, depuis l'association de base jusqu'aux alliances globales, les consultations avec quelque 250 compagnies dans 30 pays ainsi que des universitaires des pays développés et en développement», peut-on y lire.

Entre louanges et critiques

Le rapport propose un tour d'horizon des principaux thèmes en discussion, mais il insiste sur la nécessité de choisir un nombre limité de priorités fortes, clairement définies, applicables et interdépendantes. Il en propose une douzaine assorties de buts précis. Les grands thèmes s'y retrouvent, comme la pauvreté ou l'égalité des genres; d'autres y font leur apparition (bonne gouvernance, gestion des ressources naturelles, éducation de qualité, etc.).

Le Comité définit surtout cinq «tournants fondamentaux» qui doivent mener «de la vision à l'action»: ne laisser personne «sur le bord de la route»; mettre le développement durable au cœur de l'agenda; «transformer l'économie» afin d'offrir des emplois et éliminer la pauvreté; construire la paix et des institutions publiques efficaces; enfin «forger un nouveau partenariat

global», que le rapport qualifie de «peut-être la transformation la plus importante de l'agenda post-2015» et qui inclurait tous les secteurs de la société.

Le rapport a été globalement bien reçu et ses avancées ont été saluées par tous les milieux, à des degrés divers. Le «World Resource Institute», un important groupe de réflexion financé par des entreprises, des fondations et des Etats (dont la Suisse), l'a qualifié de «percée majeure qui met la durabilité au centre». InterAction, qui regroupe 180 ONG américaines, apprécie sa «vision large». Save the Children estime qu'il décrit «exactement ce qu'il faut pour éliminer l'extrême pauvreté en une génération», tout en ajoutant: «Trop beau pour être vrai!» Les critiques ont aussi fusé, plus ou moins sévères. Sur un blog de la Banque mondiale, Adam Wagstaff, directeur de recherche dans l'équipe Développement humain et Services publics de l'institution, attaque vertement le chapitre de la santé, qu'il estime très négligé. Pour Amnesty International, l'universalité des droits de l'homme et les obligations des Etats font défaut. Sur un blog de la plateforme d'experts The Broker, basée à Amsterdam et partiellement financée par le Ministère des affaires étrangères néerlandais, la chercheuse Shirin Rai constate beaucoup de rhétorique et peu d'outils pour la mettre en œuvre. En Suisse, Alliance Sud regrette que le rapport ne parle ni de «la nécessité de changements structurels, ni de la responsabilité des entreprises multinationales».

Inégalité «corrosive»

Mais la lacune la plus remarquable concerne les inégalités de revenu. Le rapport laisse prudemment cette

question aux Etats. A l'heure où l'écart entre riches et pauvres ne cesse d'augmenter, les signaux d'alarme se multiplient pourtant. Dans un forum datant de 2011, deux chercheurs du FMI avertissaient que «c'est une grande erreur de séparer les analyses de croissance et de distribution des revenus», car les inégalités freinent la croissance. Le rapport 2013 sur les risques globaux du Forum économique de Davos signale que, selon son sondage auprès de quelque mille experts de tous bords, «le risque global le plus probable dans les dix prochaines années concerne la grave disparité des revenus». Une disparité récemment chiffrée par la Banque mondiale: à l'échelle de la planète, 8% des plus riches captent 50% des revenus. L'ONG anglaise Oxfam, qui juge cette inégalité «corrosive», va jusqu'à demander que l'un des objectifs post-2015 soit «l'éradication de l'extrême richesse d'ici 2030».

«Toutes les critiques sont bienvenues, assure Stanislav Saling, du PNUD. Le rapport du Comité de haut niveau n'est pas un fin en soi, et la question des inégalités sera encore définie». Le document, qui servira de base à Ban Ki-moon pour son propre rapport aux Nations Unies en septembre, fait explicitement référence au développement durable et aux engagements de Rio+20, ce qui a été salué.

Le Secrétaire général s'appuiera sur plusieurs autres sources, dont le rapport du «Réseau des solutions pour le développement durable des Nations Unies», qui rassemble des expertises scientifiques et technologiques autour d'une douzaine de groupes thématiques, le rapport du Global Compact, qui livre la vision du secteur privé, et celui du PNUD sur le résultat préliminaire des consultations.

Les objectifs du développement durable (ODD) sont pour l'instant négociés séparément dans un «groupe de travail ouvert» intergouvernemental auquel participe la Suisse. Elle y défend la convergence entre ODD et le futur agenda du développement, basée sur les résultats et évaluations des Objectifs du millénaire, de Rio+20 ainsi que sur «des bases scientifiques». Entre 2014 et 2015, les apports des deux processus devraient alors être fusionnés pour déboucher sur le nouvel agenda du développement fin 2015. ■

IMPRESSUM



Editeur:
Direction du développement et de la coopération DDC
Secrétariat d'Etat à l'économie SECO



Collaboration rédactionnelle:
Michel Bühler, Antoinette Prince

Maquette et mise en page:
Marc Dubois, Lausanne
marc@mdvr.ch

Olivier Bürki
Chef de la Division des Institutions globales, DDC
olivier.burki@deza.admin.ch

Gerolf Weigel
Chargé de Programme, Division des Institutions globales, DDC
gerolf.weigel@deza.admin.ch

Daniel Birchmeier
Chef de section, Institutions financières multilatérales, SECO
daniel.birchmeier@seco.admin.ch

Philippe Sas
Adjoint au chef de section, Institutions financières multilatérales, SECO
philippe.sas@seco.admin.ch

« L'élimination de l'extrême pauvreté d'ici 2030 reste au cœur de l'agenda »

INTERVIEW Amina J. Mohammed est la conseillère spéciale du Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon pour la planification du développement après 2015. Elle est aussi chargée de piloter et coordonner les différents processus de préparation de l'agenda.

*L'objectif de réduction de moitié de l'extrême pauvreté a été atteint en 2010. Mais une grande partie est attribuable à la Chine, grâce à sa croissance...
Exactement!*

Ce phénomène ne pourra pas se répéter tel quel. Que faudra-t-il pour s'attaquer à l'autre moitié et éliminer complètement l'extrême pauvreté?

La Chine nous a montré un exemple, avec un contexte peut-être plus favorable. En Afrique ou en Asie du Sud-Est, où nous avons cette pauvreté extrême, nous devons voir comment créer un contexte qui autonomise les populations et leur permet de sortir de la pauvreté.

Nous allons continuer avec ce qui a bien fonctionné : cibler les investissements sur le capital humain, faciliter l'accès à des ressources qui donnent aux gens une prise sur leur vie, comme l'éducation, le crédit, l'emploi, tout ce qui peut les aider à s'élever au-dessus de ce seuil de l'extrême pauvreté.

Mais les investissements devront augmenter, les partenariats aussi, afin de s'assurer d'avoir les infrastructures, la technologie, les capacités. Il faudra également veiller à la chaîne agricole dans son ensemble pour que chaque maillon soit assez fort et qu'elle ne s'effondre pas.

Comment imposer cela ?

L'agenda n'est pas contraignant juridiquement, mais il doit être convaincant. Si vous pouvez démontrer les changements obtenus dans la vie des gens – ce que font beaucoup d'agences de développement, y compris celle de la Suisse – cela donne davantage de raisons de vouloir réussir. Aujourd'hui, on dépense d'énormes

ressources dans la prévention ou la gestion de conflits. Il n'y a pas de meilleure manière de le faire qu'en donnant aux gens les moyens de vivre dans la dignité.

Avec les OMD, on avait des buts assez ambitieux, mais on n'a pas mis en place l'environnement propice et les infrastructures nécessaires pour faciliter leur réalisation. Ce n'était donc pas durable. Les infrastructures vont être la clé pour assurer une base solide. Et rien qu'en créant ces infrastructures, on va générer des emplois. Il faudra cibler les jeunes et les impliquer le plus possible.

Dans le sondage myworld2015.org, les attentes qui arrivent nettement en tête sont l'éducation, la santé et de meilleurs gouvernements. Le changement climatique, pourtant au cœur des préoccupations de l'ONU, ne vient que loin derrière. Comment allez-vous tenir compte de ce décalage dans les attentes?

L'éducation est vue comme la passerelle pour sortir de la misère. C'est donc clairement une attente. Quant aux gouvernements : dans beaucoup de pays, l'abus de pouvoir, l'absence d'accès à la justice est ce qui bloque toute sortie de la misère.

La question du changement climatique est souvent très éloignée de la réalité immédiate des personnes sur le terrain. Et le niveau de connaissance n'est pas toujours suffisant. Mais les gens savent que quelque chose se passe et qu'ils sont touchés. On doit expliquer les paramètres de la protection de l'environnement, sans laquelle la pauvreté deviendrait encore plus dévastatrice.

L'agenda post-2015 et la convention Rio+20 sur le développement durable devront fusionner pour créer un seul agenda du développement, qui sera présenté à l'Assemblée générale de l'ONU en 2014. Comment ces deux processus vont-ils réussir à converger ?
L'ONU n'a pas un processus distinct. Elle soutient toutes les démarches des Etats membres, dont l'une est Rio+20, une autre, celle des Objectifs



Amina J. Mohammed, conseillère de Ban Ki-moon pour l'agenda post-2015 : « Il faut donner aux gens les moyens de vivre dans la dignité ».

Photo ONU.

du millénaire. Les pays membres ont clairement dit qu'ils voulaient un processus global qu'ils puissent s'approprier. Pas comme pour les OMD, qui ont été imposés par l'ONU. Il s'agit donc d'opérer ce passage d'un agenda essentiellement social à un projet qui comprend trois dimensions : sociale, économique et environnementale. Un processus intégré et cohérent.

Des tensions pourraient venir du fait que certains pays craignent que nous laissions de côté la question de la pauvreté. Mais l'éradication complète de la grande pauvreté d'ici 2030 reste au cœur de l'agenda.

Le fait que les prochains objectifs ne seront pas imposés ne rend-il pas le consensus beaucoup plus difficile ?

Ce sera difficile. Ce qui va aider, c'est la vaste consultation mise en place par le Secrétaire général pour chercher à savoir ce que les gens veulent : les consultations nationales, régionales et thématiques, le sondage MyWorld, mais aussi le travail du Groupe de personnalités de haut niveau qui vient de présenter son rapport. C'est beaucoup

plus complexe et le risque existe que ça devienne un immense brouhaha. Mais il y a des attentes fortes pour que cela débouche sur une liste d'objectifs précis et prioritaires.

Qu'en est-il de l'Afrique? Part-elle de trop loin?

L'Afrique fait face à beaucoup plus de défis que d'autres pays ou continents : degré de conflits ou de pauvreté, retombées du changement climatique, problèmes de gouvernance. Mais elle souffre aussi du manque d'adhésion aux promesses faites par ses partenaires. L'engagement de porter l'aide publique au développement à 0,7% du PIB aurait dû être tenu : ça s'est fait dans certains pays, dans d'autres pas [la Suisse est à 0,45%, avec l'objectif d'atteindre 0,5% en 2015]. Aujourd'hui, on assiste même

à une diminution des contributions. L'Afrique est en pleine croissance, dans certains pays elle est même très forte. Mais c'est là que surgit la question de l'inégalité : nous ne pouvons pas continuer de croître en laissant autant de personnes en rade.

La question de l'inégalité de revenu et de richesse fait donc partie des prochains objectifs?

Oui. C'est intéressant car c'est un problème croissant dans le monde entier. Il est ressenti de façon plus aiguë dans les pays en développement, mais les inégalités se creusent partout, ce qui déclenche des troubles. C'est très préoccupant.

Les entreprises sont-elles déjà impliquées dans le processus?

Oui, elles sont impliquées, mais c'est assez nouveau pour elles. Il faudra promouvoir auprès d'elles les pratiques durables et la responsabilité civique afin que le monde des affaires participe à la recherche de solutions pour résoudre les problèmes posés par la mondialisation.

Enfin, nous ne devrions pas oublier nos parlementaires. Dans la consultation de l'ONU, ils ont été nombreux à réagir, tant au Nord qu'au Sud.

Leur rôle ne se limite pas à paraphraser des conventions. Ils sont aussi là pour renforcer la démocratie, veiller sur les gouvernements, garantir l'accès à la justice. Et, «last but not least», ce sont eux qui votent les budgets et vérifient si l'argent est bien réparti et utilisé. ||

Prospective

Les villes sous la loupe

La moitié de la population mondiale vit désormais dans des villes, mais la majorité des populations les plus démunies vivent en zone rurale. Il semblerait logique d'y concentrer la lutte contre la pauvreté. Or, sur le milliard et demi ou presque d'habitants qui viendront grossir les pays en développement d'ici 2030, les projections tablent que 96% vivront en zone urbaine. Il est donc urgent de se pencher aussi sur le développement durable des villes. Le FMI et la Banque mondiale ont consacré leur «Global Monitoring Report» 2013 à cette question et la Suisse demande que ce thème fasse partie des objectifs de l'agenda de l'ONU post-2015.

Le message du Conseil fédéral sur la coopération internationale 2013-2016 met un accent particulier sur la planification intégrée des infrastructures urbaines notamment dans les villes de taille moyenne des pays en développement. Le but est de soutenir leur fonction de pôle de croissance et d'accroître leur attractivité. Pour le SECO, les villes offrent un «énorme potentiel de prospérité»

par leur rôle dans la croissance économique. Toutefois, leur empreinte écologique est très lourde. Alors qu'elles occupent 3% de la surface de la planète, elles représentent environ trois-quarts de la consommation des ressources globales et 70% des émissions de carbone. Elles sont en outre le lieu d'énormes disparités de richesses. Mais on constate aussi que les autorités manquent d'informations sur les villes, ce qui handicape leur gestion.

«Un nouvel agenda pour le développement durable ne pourrait pas faire l'économie de ce constat», assure Michael Gerber, représentant spécial de la Suisse pour le processus post-2015.

La Division financement des infrastructures du SECO veut se positionner sur les questions urbaines et a développé des partenariats multilatéraux dans ce domaine, partenariats qui permettront d'intervenir dans une palette de projets de types et de tailles différents. De plus en plus en effet, la zone urbaine est formée d'un continuum de la ville à

la campagne, qu'il s'agit d'envisager dans son ensemble.

La Banque mondiale, avec son «Urbanization Partnership», la Banque interaméricaine de développement avec son «Emerging Sustainable Cities Initiative», et la Banque asiatique de développement avec son «Cities Development Initiative for Asia» sont des partenaires multilatéraux tout trouvés, qui s'ajoutent aux multiples acteurs régionaux. Le SECO a déjà financé quatre «analyses pays» menées à bien par la Banque mondiale (Ghana, Colombie, Indonésie, Géorgie). Elle a signé au début de l'été 2013 un nouveau contrat avec l'institution pour étendre ce travail.

Sous le slogan «planifier, connecter, financer», les «analyses pays» de la Banque mondiale examinent le système des villes, leurs relations, leurs atouts économiques, les connexions interurbaines, etc. Puis les villes elles-mêmes sont auscultées sur le plan de leurs transports, leur population, leur future croissance, parmi d'autres critères. Cette somme d'informations est destinée à aider les autorités d'une part à mieux connaître leurs villes, puis à en maîtriser le développement de la manière la plus durable possible. ||